

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

21 novembre 2018

PLFR POUR 2018 - (N° 1405)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 12

présenté par

Mme Rubin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,  
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,  
M. Ratenon, Mme Ressiguiet, M. Ruffin et Mme Taurine

-----

**ARTICLE 5****ÉTAT B****Mission « Sport, jeunesse et vie associative »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Sport	0	-1 740 000	0	-11 129 426
Jeunesse et vie associative	0	0	0	0
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0
<b>TOTAUX</b>	0	-1 740 000	0	-11 129 426
<b>SOLDE</b>	+1 740 000		+11 129 426	

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement, nous proposons de revenir sur les annulations de crédits que nous soumet le Gouvernement dans le domaine du sport.

En effet, 11 millions d'euros en moins pour le sport, c'est énorme ! Pour se justifier, le Gouvernement nous indique seulement que ces crédits sont devenus « sans objet ». Pourtant, s'ils étaient débloqués, nous sommes persuadés que les gestionnaires publics trouveraient très rapidement comment les utiliser !

En effet, les clubs amateurs doivent lutter chaque jour pour survivre. Et du fait de la diminution drastique du nombre de contrats aidés que vous leur imposez, c'est chaque année plus difficile pour ces petits clubs d'assurer leurs missions. Pourtant, leur rôle est essentiel !

Et ce n'est évidemment pas pour les grands événements tels que les jeux olympiques que vous avez annulé ces crédits... Le Gouvernement ne peut pas uniquement investir pour le sport mondialisé qui représente un marché très attractif au détriment du sport amateur qu'il est impératif de défendre.

Après avoir fait voter dans le PLF 2019 des baisses de crédits de 10 % pour le programme « sport » pour l'année prochaine, c'est un nouveau coup dur porté à ce secteur avec ces annulations de crédits intervenant dès 2018. A quand une politique du sport cohérente et ambitieuse pour notre pays ?